Atelier "Fédécolos" du vendredi 19 août 2011 de 14h30 à 16h00
Journées d'été d'Europe-Ecologie Les Verts

"Euro, relation au monde arabe, populismes,
l'Europe face aux crises et perspectives pour 2012"

Cédric Le Pohon

Illustration 1: Le Best Of du Member of European Parliament

Bonjour à tous ! Je vous souhaite la bienvenue à l'atelier des Fédécolos, un atelier sur l'Europe cette après-midi. Je me présente, je suis Cédric Le Pohon, étudiant à Sciences Po et membre de Fédécolos.

Alors, Fédécolos, vous l'aurez compris, c'est une contraction de "Fédéralistes" et "Ecologistes", c'est-à-dire qu'au sein de la sphère écologiste et en particulier d'Europe-Ecologie Les Verts, nous sommes un groupe de militants qui s'intéresse au projet européen, à l'identité européenne, à la construction européenne. L'initiative de ce groupe vient de Gaël Lancelot, qui n'a malheureusement pas pu être présent pour raisons familiales. J'en profite pour le saluer, et ainsi c'est seul que j'endosse la responsabilité d'animer le débat d'aujourd'hui.

Nous militons donc très clairement pour quelques idées phares telles que : l'**adoption d'une Constitution européenne, une armée et une diplomatie européenne, la mise en place d'une fédération européenne.** Cela implique déjà de nombreux débats : qu'est-ce que le fédéralisme ? A l'Américaine ? A l'Indienne ? A l'Allemande ? Le fédéralisme peut-il et doit-il être centralisé à Bruxelles ? Quel degré d'intégration voulons-nous ? Dans quels domaines ? Faut-il un fédéralisme budgétaire ? Economique ? Social ? Fiscal ? Militaire ? etc Et évidemment peut-on parler d'un fédéralisme écologique ? Tous ces débats bourgeonnent entre nous et sont très intéressants. Nous souhaitons également **la création d'une circonscription européenne**, c'est-à-dire qu'aux élections européennes, 15 à 20 députés européens seraient élus sur des listes transnationales. Les têtes de listes seraient candidats à la présidence de la commission européenne. **Enfin, nous proposons une dimension européenne à la candidature à la présidentielle de 2012**. C'est-à-dire que Eva Joly, en plus d'être candidate à la présidentielle, doit pouvoir être en mesure d'être candidate aussi pour un poste au sein du Conseil européen.

Donc **notre premier rôle est d'être un groupe de réflexion sur l'Europe.**

Mais nous avons également **un rôle de représentation et d'influence**. On est en quelque sorte le lobby pro-européen au sein d'Europe-Ecologie Les Verts. D'ailleurs il ne faut pas oublier que dans Europe-Ecologie Les Verts, il y a le mot "Europe". La réflexion sur l'Europe doit donc être centrale au sein de notre mouvement. Alors il est important de dire que nous sommes totalement indépendant des jeux de courants, de motions, etc, tout cela ne nous intéresse absolument pas.

Enfin, nous avons un rôle **d'information, de sensibilisation, de pédagogie** sur l'Europe. Nous avons été à Bruxelles, sur l'invitation de Daniel Cohn-Bendit, nous avons visité le Parlement européen et assisté à une conférence du groupe Spinelli. Donc, comme nous ne sommes pas des experts, nous apprenons également, et nous souhaitons un petit peu faire circuler l'information sur l'Europe (à travers l'organisation d'événements comme celui-ci, mais également à l'occasion d'un jeudi de l'Ecologie en novembre prochain. Nous avons aussi un groupe Facebook et une liste de discussion Internet). Il s'agit donc d'informer sur l'Europe, sur ses institutions et son mode de fonctionnement, et d'un autre côté, nous voulons aussi faire remonter les impressions des militants voire des citoyens sur l'Europe, qui évidemment connaît une crise sans précédant, y compris une crise de légitimité et de crédibilité. Donc nous sommes une **interface** pour ainsi dire, au sein des écologistes, pour parler des questions européennes, une sorte de baromètre des réflexions de notre mouvement sur la construction européenne.

Illustration 2: Un étudiant arrogant et prétentieux.

Voilà, j'arrête là avec notre petit délire...

Réactions amusées et interloquées du public

Bien-sûr que c'est un délire ! D'ailleurs Europe-Ecologie Les Verts c'est avant tout un grand délire...

Rires

Dany Cohn-Bendit

Ah... C'est pas mal ça !...

Cédric Le Pohon

Je passe maintenant à la présentation de nos invités. Alain Lipietz devrait arriver bientôt j'espère. Il est économiste, ancien secrétaire des Verts, ancien député européen, qui a travaillé sur les affaires institutionnelles au niveau européen.

Ensuite, Isabelle Durant, membre du parti Ecolo en Belgique francophone. Alors j'ai appris que Ecolo était en fait un acronyme...

Isabelle Durant

... Oui, cela veut dire Ecologistes Confédérés pour l'Organisation de Luttes Originales. D'ailleurs pour la petite histoire, lorsque nous sommes allés déposer le nom du parti, le fonctionnaire nous a indiqué qu'un acronyme était obligatoire, et il s'est bien débrouillé puisqu'il a réussi à en trouver un avec Ecolo.

Cédric Le Pohon

Très bien. Et donc il se trouve qu'en Belgique l'imagination a été au pouvoir, ou en tout cas les écologistes ont fait partie d'une coalition gouvernementale, puisque tu as été vice-première ministre du gouvernement Verhofstadt de 1999 à 2003. Également députée européenne, tu es membre fondatrice du groupe Spinelli, un groupe de députés européens et de personnalités qui œuvrent pour faire avancer l'Europe fédérale et proposer des modes de délibération véritablement européens.

Et puis enfin, Daniel Cohn-Bendit, que je ne présente plus, mais que je vais quand même présenter, député européen, président du Parti Vert européen, Co-Président du groupe Vert/ALDE au Parlement européen.

Dany Cohn-Bendit

Non, Vert/ALE.

Cédric Le Pohon

Oh, pardon, je confonds toujours avec les libéraux... [Groupe ALDE, ndrl]

Dany Cohn-Bendit

Il ne va pas falloir en parler à Jean-Vincent Placé...

Rires

Cédric Le Pohon

Et donc Dany est membre fondateur du groupe Spinelli également.

Illustration 3: L'atmosphère se réchauffe.

Donc nous allons parler aujourd'hui des crises européennes, à travers nos trois axes : **"Euro, attitudes face au monde arabe[1], populismes".**

Evidemment, l'Europe est en ce moment, chacun le sait, à la croisée des chemins, et cette année l'Europe traverse des moments difficiles. Nous le constatons particulièrement pour la crise des dettes souveraines ces temps-ci, accompagnés des plans d'austérité en Grèce, en Espagne, en Italie, que l'on sait. Donc tout d'abord, l'Europe traverse une **crise économique, une crise financière, une crise des dettes souveraines, qui ne fait en fait que révéler une terrible crise de gouvernance européenne.**

Nous arrivons à un moment crucial de la construction européenne. Il apparaît désormais aujourd'hui pleinement problématique, le fait **que l'on a créé l'euro, monnaie unique, à la suite du traité de Maastricht en 1992, sans créer de gouvernement économique européen**.

En fait, je me permettrai la remarque suivante. Avec le projet de monnaie unique, il était prévu une intégration des politiques monétaires européennes, qui étaient auparavant aux mains des Etats (Banque de France, Banque d'Allemagne, etc), pour créer l'euro et la Banque centrale européenne. Cela s'est fait. Mais en fait, le pari du Président de la commission à l'époque, Jacques Delors, était que la monnaie unique allait nécessairement conduire à la création d'un gouvernement économique européen dans les deux ans. C'est la fameuse théorie de l'Europe des petits pas.

Comme disait un certain Dominique Strauss-Kahn...

1 Les événements du monde arabe ont finalement été très peu évoqués, du fait qu'une pleinière sur ce sujet avait déjà eu lieu la veille en présence de Dany.

Dany Cohn-Bendit

Oula... non, non...

Cédric Le Pohon

"Nous sommes au milieu du gué".

Rires

Non, ce n'est pas une allusion sexuelle, mais en fait à l'époque il a voulu dire que nous nous trouvons actuellement dans la situation où nous sommes obligés de choisir entre deux solutions : soit c'est la sortie de l'euro et le retour aux monnaies nationales que proposent les eurosceptiques et autres populistes, avec les conséquences sociales extrêmement difficiles que cela impliquerait, soit on progresse, on avance, on intègre plus profondément nos politiques, et **en particulier qu'une vraie politique budgétaire européenne vienne accompagner notre politique monétaire**. L'enjeu est énorme, et concerne la crédibilité même des Européens dans le monde.

Ce n'est que maintenant que soudain nos Sarkozy et nos Merkel s'aperçoivent de la nécessité d'une union économique. Nous y allons donc quand même, une fois de plus l'Europe avance par la crise, mais à reculons, dans la douleur, en ayant plus aucun autre choix en fait, et souvent au détriment des catégories sociales les plus faibles, ce qui ne risque pas de rendre l'Europe populaire et risque de conforter ces populations dans leur vision d'une "Europe des élites".

J'en viens au danger populiste, **lié à la crise de la démocratie représentative européenne,** directement dirigé contre nos élites justement, qui touche l'Europe actuellement : succès électoraux en Finlande, Pays-Bas, Italie, Norvège, lois islamophobes en Suisse...

Dany Cohn-Bendit

Marine Le Pen...!

Cédric Le Pohon

La perçée sondagière de Marine Le Pen en France bien-sûr, le succès d'édition du brûlot anti-immigrés de l'ex- membre de la Bundesbank M. Sarrazin en Allemagne (et membre du SPD !). L'Europe vit une véritable montée d'une angoisse, d'une peur d'un déclassement, qui se traduit par une haine nouvelle de l'Islam sous couvert de défense de la laïcité, d'égalité entre les hommes et les femmes, de défense de nos valeurs. L'Europe, il est vrai, subit de plein fouet la mondialisation et la perspective de vivre dans des sociétés multiculturalistes, et au sein de nos populations vieillissantes la tentation du repli est grande, solution reprise par des partis populistes qui fleurissent à tout bout de champ. Isabelle nous en parlera.

Parallèlement à la vieille Europe et à ses régressions démocratiques, il est **très intéressant de constater que la jeunesse du monde arabe se lève et abat ses dictatures**. Or que voit-on ? Une Europe incapable de réagir par rapport à cette situation. Tunisie, Egypte, Libye, Syrie : ce sont autant d'occasions que l'Europe a manqué de s'imposer comme véritable acteur politique au niveau international. **D'où troisièmement une crise politique et diplomatique de l'UE.** Dans le cas du conflit libyen, Sarkozy et Cameron ont fait cavaliers seuls aux côtés d'Obama, Merkel refuse de se mouiller en restant conforme au pacifisme traditionnel allemand. Au milieu de tout cela, l'Europe de Barroso et de Catherine Ashton (notre nouvelle Haute-Représentante du Service d'Action Extérieur,

le nouveau service diplomatique de l'UE), n'a pas osé prendre clairement position pour ménager les Etats. Nous aurons aussi l'occasion de parler de cette incapacité de l'Europe à se concerter. Dany nous en parlera peut-être.

Bref, nous avons un petit peu de quoi parler, agréablement, tranquillement, entre nous, de réfléchir à des pistes de réflexion, de propositions, et d'espoirs aussi quant au devenir de l'Europe. Et à la fin de la séance d'interagir avec la salle. Sur ces différentes approches proposées, je pense qu'il sera intéressant en plus d'avoir des points de vue non pas seulement franco-français, mais avec une perspective européenne (avec des points de vus de Belgique avec Isabelle, et d'Allemagne avec Dany), conformément à l'esprit de cet atelier aujourd'hui.

Je laisse à présent la parole à Isabelle, puisque Alain, qui devait intervenir en premier, n'est pas encore là.

A partir d'ici, mes notes ne me permettent que de résumer les propos tenus.

Isabelle Durant

Merci, et merci de l'invitation. Beaucoup de choses intéressantes ont été dites, mais je voudrais effectivement revenir sur ce thème du populisme, de la défiance vis-à-vis de la politique et des élites, particulièrement à travers le cas belge, dont on dit souvent que c'est un laboratoire pour l'Union européenne. Vous le savez, on vit en Belgique une crise institutionnelle majeure, avec le triste record du plus long État sans gouvernement, et (jusqu'à peu en tout cas) la machine à compromis était grippée.

Illustration 4: La parole à l'organisatrice de luttes originales

L'Europe est au bord du gouffre. Nous observons une lassitude démocratique, et la colère sociale monte, particulièrement en Grèce, et pour de bonnes raisons. Le pays est en effet confronté à une rigueur budgétaire d'une ampleur inégalée.

Au moment de Lisbonne il y a eu aussi en Belgique de très intenses débats sur l'Europe. On se rend compte que les citoyens sont de plus en plus désemparés, alors que le traité de Lisbonne est entré en application. Nous observons une constante poussée nationaliste et populiste en Belgique, mais aussi des régionalismes. Ce sont des procédés simplistes et de repli sur soi, qui évitent les véritables discussions démocratiques.

En Flandre, une partie de la population en a assez de supporter économiquement le développement du Sud, et il y a une haine et une méfiance des minorités. Le NV-A en appelle à la création de l'Europe des régions, en défendant l'indépendance de la Flandre et dans une logique électoraliste. Partout en Europe, cela a été dit, les nationalismes montent.

Face à cela, il y a deux écoles :

- **L'école "postnationale"**, ou école Spinelli, qui implique de dépasser les solutions nationales pour aller vers des politiques plus intégrées, plus européennes.
- **L'école "transnationale"**, dont le but est de rapprocher les citoyens de l'Union avec leurs institutions (constitution d'une société civile européenne), à travers des mesures comme la constitution de listes transnationales, ça a été dit également.

Or il se trouve en ce moment que ces deux écoles ne sont pas incompatibles, heureusement, et qu'elles peuvent même être alliées.

De plus, ce ne sont pas seulement les institutions qui sont en panne, mais aussi la société civile. A l'instar des élus, elle est composée d'experts, qui ne représentent plus non plus les citoyens pour bon nombre d'entre eux. Le monde associatif n'a pas non plus la capacité d'être une alternative. On doit recréer de la transnationalité entre les citoyens eux-mêmes.

Souvent il est souligné que nous vivons au sein de démocraties représentatives. Mais **il manque une implication directe des citoyens**. Or il se trouve que cette démocratie directe est réclamée actuellement dans les Etats arabes ! Il existe bien quelques processus nouveaux et balbutiants comme le droit de pétition européen [qui au bout de 1 million de signatures oblige la Commission à prendre une initiative, ndrl]. La solution donc, est la constitution d'une **fédération européenne.** Nous sommes face à des questions aussi fondamentales que celles ci : comment, à chaque semestre européen [présidence tournante, ndrl], tenir compte des spécificités de chaque Etat ? Une surveillance semestrielle des budgets européens ne suffit pas.

Comment revoir notre contrat social ? Une attitude défensive ne suffit pas.

Alain Lipietz est entretemps entré et prends la parole

Alain Lipietz

Ce n'est pas un hasard si dans l'atelier d'aujourd'hui, nous mettons en parallèle le problème de l'euro et du populisme. Les crises sont liées.

A ces crises, il n'existe que peu d'options. Nous pouvons comparer la situation d'aujourd'hui avec celle des années 30. Après 1929, la réponse fasciste était la plus évidente dans toute l'Europe.

Daniel Cohn-Bendit

Et celle qui a triomphé.

Alain Lipietz

Oui. Elle s'est imposée à presque toute l'Europe. Et pour bien montrer que les crises sont liées, nous pouvons constater que Laval dans la France de Vichy a imposé des politiques récessives ! A l'opposé, Roosevelt est l'un des rares à gagner et à stopper le fascisme à travers le New Deal.

Aujourd'hui, l'enjeu est de parvenir à répondre à la crise économique sans passer par la case fascisme : **la solution est le Green New Deal.**

Ce qu'il y a de commun aux crises de 1929 et de 2011, est que ce sont des **crises du néolibéralisme**, après les "années folles" (années 20 et 2000)**.** Cependant, nous avons une difficulté supplémentaire : les méthodes d'antan, telles que le keynésianisme, le fordisme, ne peuvent marcher, car la **crise écologique** vient se greffer aux autres crises. Il faut trouver un moyen de redistribuer sans pour autant provoquer une explosion de la consommation, car les ressources sont devenues rares. Deux facteurs en effet nous limitent : l'énergie, et l'agriculture.

Illustration 5: Alain, le Grand Devin

L'expérience du rooseveltisme est à la fois une expérience sociale, et une expérience de fédéralisation. En effet, les Etats-

Unis étaient auparavant une confédération. La fédéralisation et le renforcement de l'Etat ont été des réponses à la crise, que certes les Républicains n'ont jamais accepté. Les Wagner act et le Glass Steagall Act, ce sont à la fois une expérience sociale et une expérience du fédéralisme. Les Etats se voient imposer par les démocrates un niveau de fédéralisation sans précédent. Mais de cette façon **la sociale-démocratie à l'américaine a été une réponse aux fascismes.**

L'Europe est face au même défi aujourd'hui. Lors du débat sur la Constitution européenne, on a souligné que l'article 6 indiquait que les lois européennes étaient au-dessus des lois françaises. Certains disaient que la Constitution n'allait pas assez loin dans la fédéralisation et ont voté non. Beaucoup ont dit que ça allait trop loin et ont voté non. Bref, la classe politique s'est divisée. A droite, à gauche...

Daniel Cohn-Bendit

Chez les Verts !

Alain Lipietz

Oui, enfin, il y a eu un vote de 60% favorable au TCE il me semble...[2]

Daniel Cohn-Bendit

Oui, mais dans les salles de meetings on entendait toujours des gueulards pour le non...

Alain Lipietz

Dans l'absolu, la position du FN est isolée : ce sont parmi les seuls à être nationalistes. Beaucoup d'autres partis populistes sont régionalistes ou libéraux. Des positions anti-européennes ne sont pas payantes d'un point de vu électoral, ou du moins n'ont pas de traduction politique satisfaisante au Parlement européen. Ainsi, jusqu'en 2009, il y avait trois groupes d'extrême-droite au Parlement européen, car eux mêmes sont trop différents et ne peuvent s'entendre entre eux pour cause de différents historiques (les Autrichiens ne s'entendaient pas avec les Italiens etc). Il faut en prendre conscience et ne pas considérer leur importance au-delà de leur capacité de nuisance.

La Grande Charte anglaise est un alliage de démocratie et de social. L'exemple de l'Amérique de Roosevelt aussi. De plus, on ne peut pas souhaiter plus de pouvoir au niveau fédéral, sans souhaiter plus de pouvoir au niveau local. D'où la **nécessité de pouvoir à tous les niveaux**

On peut faire référence au cinéma américain des années 30 (Les raisins de la colère, La vie est belle) : l'idéal présenté est l'économie coopérative (exemple des camps autogérés). Une caisse d'épargne autogérée qui construit des logements pour les pauvres par exemple. **L'abstraction du fédéralisme doit être complétée par un renforcement concret des initiatives locales**. Aujourd'hui, c'est l'économie sociale et solidaire qui peut l'incarner.

Roosevelt a voulu en gros "plus de salade et de beafteak" : **la solution à la crise passait à la fois par plus de politiques sociales et plus de fédéralisation.**

Daniel Cohn-Bendit

Nous assistons en ce moment **à la faillite d'une certaine Europe intergouvernementale**. La dernière rencontre de Sarkozy-Merkel [sommet franco-allemand du 16/08, ndrl] a été très

2 En réalité la majorité favorable au TCE était plus courte.

durement sanctionnée par les marchés parce qu'ils n'ont pas pris les mesures nécessaires. Donc je crois qu'effectivement nous sommes bien "à la croisée des chemins".

On le voit, le blocage vient aussi de l'Allemagne, avec le refus de Merkel d'euro-obligations, le refus de communautarisation, le refus du fédéralisme. Ou bien on va vers une souveraineté européenne, ou nous allons en permanence subir la logique de marché d'un système néo libéral.

Cela a été dit, ce n'est pas un hasard si nous nous appelons **Europe**-Ecologie. Serons-nous capable d'utiliser notre positionnement européen pour proposer des solutions de sortie de crise ? Quelles perspectives pour 2012 s'offrent à nous ? Il faut en proposer, mais il faut aussi sortir du débat franco-français. Ce serait décevoir les gens qui nous ont suivi aux européennes et régionales pour notre positionnement innovant sur l'Europe, si nous n'avions pas de réponses à la hauteur. Nous avons des solutions à proposer pour sortir de la crise. Avec la transformation écologique de l'économie, c'est là que nous pouvons marquer notre différence.

Illustration 6: Dany le Bleu

Nous devons dire que pour sortir de la crise, il n'y a pas d'autres solutions **qu'un saut fédéral**, non pas parce qu'on trouve l'Europe sexy, mais parce que aujourd'hui, **les Etats sont incapables de faire face aux crises actuelles.**

Sur les populismes, on a oublié d'en citer un : la Hongrie ! Victor Orban et son parti nationaliste, libéral et conservateur possède la majorité des 2/3 au Parlement. C'est ainsi, il a été élu de cette façon, mais ce qui est préoccupant, c'est sa façon de modifier tout le temps la Constitution selon ses intérêts. Il met à l'écart la cour des comptes, la cour de justice, il pratique des décisions rétroactives, il fait des lois liberticides sur les médias...

Or l'Europe peut-elle ne pas intervenir dans une telle situation ? Elle peut intervenir. Je prends l'exemple de la Hongrie parce que le populisme c'est le vecteur de l'égoïsme de certaines couches sociales, que le populisme soit national ou régional. La Hollande annonce qu'elle ne veut plus payer pour l'Europe et une partie de la classe politique allemande souhaite le marché unique européen sans assumer une responsabilité collective pour cet espace économique.

Or, il existe un problème d'interprétation du traité de Lisbonne. Le Parlement européen l'interprète comme la possibilité d'un renforcement de l'Europe fédérale, les Etats comme un renforcement de l'Europe intergouvernementale.

Jacques Delors disait il y a quelques jours [dans Le Monde] : "l'Europe est au bord du gouffre"[3]. Maintenant dans ces débats ce n'est pas simplement un problème de décision heureuse ou malheureuse, mais on entre dans une spirale absolument destructrice. Comme on a une incapacité à mobiliser la solidarité européenne, on va vers un chacun pour soi qui met en danger la construction européenne et les couches les plus défavorisées en Europe. Dans cette situation, le réflexe de porte de sortie vers un autoritarisme national ou régional est tentant.

Les populistes en Europe disposent aujourd'hui d'une minorité de blocage. Même Merkel qui cède à ces pressions est critiquée par Helmut Schmidt et Helmut Kohl, qui disent qu'elle est en train de détruire ce que eux avaient bâtis !!

Qu'ont fait Sarkozy et Merkel ? Ils ont annoncé la création d'un gouvernement économique franco-allemand qui se réunirait tous les 6 mois. Mais c'est largement insuffisant !

3 Voir http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/08/18/jacques-delors-l-euro-et-l-europe-sont-au-bord-du-gouffre_1560734_3234.html

Alors, on pourrait se plaindre des crises pendant longtemps, mais on peut aussi avoir des motifs d'espoir. Trois élections prochaines pourraient changer la donne : en Allemagne (2013), en France (2012) et en Italie (2013). Les écologistes et leur positionnement fédéraliste pourraient changer la donne auprès des socialistes en 2012 en France. Il en est de même en Allemagne avec les Grünen et les socio-démocrates. En Italie, les écologistes ont moins de chances d'y arriver, mais d'autres partis pourraient être en position d'exercer une pression équivalente sur les socio-démocrates.

Nous, Europe-Ecologie, nous devons être clairs. Nous souhaitons une fédéralisation de l'Europe. Ce qu'il faudrait dire aux socialistes, c'est que nous ne voulons pas être gardés au rabais dans un prochain accord gouvernemental uniquement au ministère de l'environnement ! **Nous réclamons le ministère de l'Europe !!**[4]

Illustration 7: Sternreich? Ich liebe dich

Cédric Le Pohon

Deux remarques d'Isabelle, puis nous prendrons les questions de la salle.

Isabelle Durant

Oui, je souhaitais simplement souligner encore la **nécessité de valoriser les différents échelons de gouvernance.**

La politique européenne, cela passe aussi tout d'abord par les parlements nationaux. Les parlementaires nationaux n'ont que trop peu souvent une perspective européenne. **Ensuite, cela passe par davantage de démocratie locale,** pour s'articuler avec les décisions européennes.

Questions de 3 personnes du public

- Pourquoi fallait-il approuver le TCE alors que la perspective fédérale n'y est pas présente ?
- Pourquoi on accepterait la "concurrence libre et non faussée" et l'Europe libérale ?
- En quoi le fédéralisme permet-il de s'affranchir des marchés ?
- Pourquoi faut-il donner du pouvoir à une instance supérieure ? Les Parlements nationaux ne pourraient-ils pas donner l'impulsion nécessaire pour sortir des crises ?
- Pourquoi parle t-on toujours "du projet européen" et non pas "des projets européens" ?

Alain Lipietz

Vous savez, aujourd'hui, l'Europe du non est en place. En juin 2004, on est arrivé à un compromis merdique : Nice ou la mort. Le truc pour lequel à n'importe quel niveau il suffisait de lever le petit doigt pour tout bloquer. Le mérite du TCE est qu'il y avait plus de fédéralisation. Maintenant certes, on a Lisbonne, qui a le mérite de fusionner les 3 piliers de l'Europe et de mettre le Parlement européen en codécision.

Dany Cohn-Bendit

Nous n'allons pas refaire la bataille du TCE. Alain a voté non à Maastricht, parce qu'il n'y avait pas de mesures pour faire face aux crises. Or aujourd'hui, Trichet a littéralement violé le traité pour faire face à la situation. C'est intéressant : on peut voir que Trichet est beaucoup plus fédéral que les chefs d'Etats. Si j'avais dis à Alain au moment de Maastricht, nos dirigeants "s'assoiront sur

4 Annonce inédite !!

les traités", il m'aurait répondu, mais "il est fou !".

Alain Lipietz

Non, non, je l'avais dis qu'ils seraient obligés de le faire...

Daniel Cohn-Bendit

Ah, alors tu as été prémonitoire...

Dernier exemple sur le budget européen et les ressources propres. Si aujourd'hui tous les gouvernements sont contre les ressources propres, vous perdez le contrôle politique de l'Europe. C'est pour ça qu'ils sont contre, alors que ça ferait des économies pour les budgets nationaux qui ont des difficultés propres.

On a besoin d'une souveraineté européenne et elle se construit dans les crises. Regardez l'Allemagne et l'émergence de l'identité nationale au 19ème siècle avec l'explosion des structures régionales.

Cependant ce que je voudrais dire par rapport à l'Europe libérale : c'est vrai, l'Europe est libérale. Cependant, est-ce que la France n'est pas elle aussi libérale ? Et l'Allemagne ? Et la Belgique ? Nous, ce que nous souhaitons, c'est une troisième voix entre une Europe des marchés, et les replis nationaux. Et de toute façon, c'est la seule solution face à des Etats incapables de faire face aux crises actuelles.

Cédric Le Pohon

Nous devons conclure. L'heure est dépassée. Merci de votre venue.

Des militants espérantistes ont à la fin essayé de prendre la parole.

France 5, qui a de temps en temps filmé pendant la conférence, a ensuite interviewé Daniel Cohn-Bendit.

Illustration 8: Dany Cohn-Bendit, Isabelle Durant, Votre Serviteur, Alain Lipietz